

Hérodote, Revue de géographie et de géopolitique

-- Les numéros - 116 - Armées et Nations (Premier trimestre 2005) --

116 - Armées et
Nations (Premier
trimestre 2005)



L'armée britannique, projection de puissance et géopolitique euratlantique

<span style='text-transform:
uppercase'>Jean-Sylvestre
<span style='text-transform:
uppercase'><span
style='text-transform:
uppercase'>Mongrenier</

|

span>

Résumé : L'armée britannique, projection de puissance et géopolitique euratlantique

Dans les années d'après-guerre froide, la référence britannique s'est progressivement imposée aux décideurs français du monde de la défense. Lorsque le 22 février 1996 le président de la République annonce la professionnalisation des armées françaises, le partenaire britannique offre l'exemple d'une armée de ce type à la portée des efforts français. Quelques années plus tard, Jacques Chirac observe dans son message du 14 juillet 2002 : "Nous avons, depuis quelques temps, décroché de l'Angleterre [...]. Cela a des conséquences lourdes pour ce qui est de notre puissance politique" (Jacques Isnard, "La défense française et le modèle anglais", Le Monde, 17 juillet 2002). Au risque de froisser les susceptibilités nationales, le président de la République pose donc comme objectif de mettre les armées françaises au niveau des armées de Sa Gracieuse Majesté. Enracinée dans de fortes traditions et anciennement professionnalisée, l'armée britannique contemporaine est axée sur la projection de forces et de puissance. Engagé dans les structures de l'OTAN et participant à l'Europe de la défense, ce système militaire s'inscrit dans une géopolitique euratlantique.

Abstract : The British Army : Power Projection and Euro-Atlantic Geopolitics

During the post-cold war years, the French Defense circles progressively accepted the reform of the British armed forces as a reference. When the French president announced on February 22 1996 the beginning of the professionalization of the French armed forces, the partnership with the UK was offering a model within the range of French efforts. Several years later, Jacques Chirac declared during his traditional message to the nation on July 14th : "For some time, we have been lagging behind the British armed forces [...]. This situation heavily hampers our political influence" (Jacques Isnard, "The French Defense and the English model", Le Monde, July 17 2002). At the risk of hurting national touchiness, the President therefore sets the objective of putting the French army at the same level as H.M. armed forces. Rooted in strong traditions and anciently professionalized, the contemporary British army is based on the projection of force and power. Involved in NATO structures and taking part in Europe's defense system, this military system is in keeping with the frames of Euro-Atlantic geopolitics.

Article complet

Résolument tournée vers les conflits post-guerre froide, l'armée britannique est l'héritière d'une culture stratégique forte et pérenne, cette expression désignant l'ensemble des règles et traditions qui gouvernent l'emploi de la force. L'histoire géopolitique et militaire de l'Angleterre et plus largement du Royaume-Uni en sont à l'origine. Le style diplomatique et la culture stratégique du

Royaume-Uni sont marqués par le caractère maritime et insulaire de l'histoire britannique depuis les xv^e et xvii^e siècles [1]. La Manche préserve la Grande-Bretagne des invasions continentales ou du moins réduit leurs chances de succès. Rien de semblable ne s'est produit depuis la bataille d'Hastings, le 14 octobre 1066. En l'absence de menace directe et immédiate, il n'est nul besoin de désigner l'ennemi à l'avance, alliances informelles et garanties implicites suffisant à assurer la sécurité de l'archipel. Dominant sans partage les mers, l'Angleterre s'efforce de prévenir une hégémonie continentale en maintenant l'équilibre européen et les contours de l'ennemi se déterminent à partir de son comportement. Les alliances sont à court terme et réversibles - "seuls les intérêts sont permanents, pas les alliances" (Henry Palmerston, ministre de Affaires étrangères de 1830 à 1841 et de 1846 à 1851) -, et la "Perfide Albion" a la réputation d'être mauvaise alliée. Vis-à-vis du continent, la liberté de choix et le détachement géostratégique prévalent et cela transparaît encore dans la politique européenne de la Grande-Bretagne depuis 1946, date du discours prononcé par Churchill sur les "États-Unis d'Europe" (discours de Zurich, 9 septembre 1946). Au-delà du continent, l'Empire et son héritage invitent à des raisonnements stratégiques d'envergure planétaire. Enfin, les traditions marchandes, l'éthique protestante et la pratique de la common law se conjuguent pour privilégier souplesse et flexibilité dans les choix opérés. La culture stratégique du Royaume-Uni est donc celle des puissances maritimes [2] et bien des traits se retrouvent outre-Atlantique. Tendue vers le grand large, elle est en phase avec le contexte géopolitique de l'après-guerre froide. L'univers fluide et multirisques décrit par les stratèges nécessite des opérations de projection de forces et de puissance qui ne sont pas sans rappeler la "diplomatie de la canonnière" du xix^e siècle. Encore faut-il souligner que l'heure n'est plus au "splendide isolement" et les White Papers du MoD (Ministry of Defence) soulignent la nécessité d'agir dans le cadre d'alliances et de coalitions [3].

Une professionnalisation ancienne

La professionnalisation des armées est un autre héritage en phase avec la géostratégie post-guerre froide. Jusqu'aux débuts de la guerre civile anglaise, en 1642, les armées sont seigneuriales et le roi ne dispose pas d'armée propre. Ce système est réorganisé par Oliver Cromwell, créateur de la New Model Army en 1645. C'est à la suite de cette réorganisation que naît l'armée britannique, obéissant directement à l'exécutif. Après les guerres napoléoniennes, cette armée professionnelle (professional army) devient une armée d'empire, chaque gouvernorat fournissant les contingents nécessaires à la défense de sa zone [4], sans passer par la conscription, héritage de la Révolution française et du grand Empire napoléonien. Si l'on peut expliquer ce non-alignement sur les mœurs militaires du continent par le primat de la Navy sur l'Army, Gérard Bonnardot, contrôleur général des armées et auteur d'une étude sur la question, insiste sur l'importance de la tradition libérale et la philosophie de l'Habeas Corpus (1679) dans le refus de la conscription outre-Manche [Bonnardot, 1991 [5]]. "Dans l'organisation du droit anglo-saxon, nous explique-t-il, les libertés individuelles prévalent sur les prérogatives étatiques et la conscription apparaît comme attentatoire au primat de l'individu [6]." À l'orée du xxe siècle, dans le contexte de "paix armée" qui prévaut alors - crise de Fachoda (1898), guerre des Boers (1899-1902), tensions avec le II^e Reich allemand et signature de l'Entente cordiale (1904) -, les responsables politiques et militaires prennent conscience des besoins grandissants en effectifs et organisent en 1907 une "armée territoriale" (territorial army), destinée à fournir des renforts à l'armée professionnelle en cas de besoin [7]. Engagé dans les deux guerres mondiales, le Royaume-Uni recourt à la conscription de 1916 à 1918 puis à nouveau en 1940. La gestion de la

décolonisation et ses besoins en effectifs (Malaisie, Kenya) repoussent dans le temps la suspension de ce service militaire, et ce en dépit des pressions du patronat et des besoins en main-d'œuvre de l'économie britannique (chaque année, la conscription retire 200 000 jeunes gens du marché du travail). Finalement annoncée en 1957, la disparition du service national est effective en mai 1963.

"Regimental system" et esprit de corps

Mobile et disponible, l'armée britannique - près de 211 000 hommes, toutes armes confondues - est donc exclusivement composée de professionnels [8]. Une ambitieuse campagne de recrutement, doublée d'une politique de communication active, a permis de pallier la disparition des appelés. Il est à noter que nombre de régiments, notamment pour les unités de mêlée, recrutent leurs hommes dans une aire géographique précise. Gérard Bonnardot expose les avantages de cet ancrage territorial : "Ainsi le régiment tire sa ressource d'une population où il est très bien implanté, car nombreux sont ceux de ses anciens membres qui sont venus s'y retirer. Ceux-ci constituent d'ailleurs une sorte de club qui suit et contacte en permanence la jeunesse du secteur pour suivre l'exemple de ses aïeux [...]. Les cas ne sont pas rares où existent de véritables dynasties servant de père en fils au sein de la même unité, souvent successivement, parfois simultanément" [cité par Pons, 1996]. Ce "regimental system" est réputé générer d'un fort esprit de corps [9]. Interrogé sur les vertus de ce système, Gérard Bonnardot précise qu'il s'applique à l'infanterie et à la cavalerie et non pas à l'artillerie et aux autres armes, le territoire britannique formant pour ces derniers une seule circonscription. Sur les effectifs des 40 régiments et bataillons que compte l'armée de terre, soit 103 500 hommes, les deux tiers sont recrutés sur une base territoriale [10]. Parmi les régiments et bataillons pratiquant le recrutement local, le régiment écossais des Black Watch est l'un des plus prestigieux. Engagés à Waterloo, en Crimée, dans la guerre des Boers, au cours des deux guerres mondiales, en Corée et tout récemment en Irak, les Black Watch apparaissent comme menacés par la restructuration en cours de l'armée de Terre. Ils seront bientôt intégrés dans un "super-régiment" écossais avec cinq autres régiments, dont le King's Own Scottish Borderers et le Royal Scots, l'ensemble formant le Royal Regiment of Scotlands. En Écosse, l'annonce de cette restructuration a suscité une vive émotion, répercutée au sein des Communes par les députés du Scottish National Party. Annabelle Ewing, l'un de ces députés, a invectivé le ministre britannique de la Défense, évoquant "un coup de couteau dans le dos, perpétré par un lâche". L'existence de régiments écossais n'est certes pas menacée mais la dimension politico-médiatique de la restructuration illustre l'enracinement des unités dans leur aire de recrutement.

Dès la fin de l'affrontement Est-Ouest, le gouvernement britannique s'est efforcé d'adapter ses armées au nouvel environnement de sécurité et la gestion du "capital humain" est l'une des priorités du plan Options for Changes (1990). Lancé avant même que la guerre du Golfe ne soit entamée, ce plan détermine trois grands axes en matière de ressources humaines : une réduction drastique des effectifs (25 %) ; la relance du recrutement ; l'amélioration de la formation des recrutés. Cette démarche volontaire n'empêche pas les armées britanniques de rencontrer des difficultés de recrutement, notamment pour les unités de mêlée. Afin de combler les lacunes, des brigades de Gurkhas (des soldats népalais servant la Couronne depuis 1816) sont détachées auprès des bataillons déficitaires. Des équipes de recruteurs sillonnent les pays du Commonwealth [11] et des officiers blancs de l'Armée sud-africaine seraient nombreux à démissionner pour s'engager en Grande-Bretagne. Autres "gisements" : les îles Fidji, les Antilles et des pays africains comme le

Ghana [Edinger, 2002] [12]. Selon les chiffres des dernières années, l'objectif de recrutement est atteint à 90 % et le taux de rétention se situe entre 90 % et 95 %.

Les leçons de la guerre des Malouines

Culture stratégique de puissance maritime et professionnalisation du recrutement se conjuguent pour expliquer la capacité des armées britanniques à projeter forces et puissance sur des théâtres extérieurs. Encore faut-il rappeler que la guerre froide et l'intégration dans l'OTAN ont marqué une rupture de tradition. Ainsi la Royal Navy était-elle conçue pour combattre la marine soviétique à proximité des côtes européennes (lutte anti-sous-marine), d'où le choix de porte-aéronefs réduits, dotés de capacités aéronautiques limitées (Sea Harrier à décollage vertical). Le dernier porte-avions britannique à catapultes, l'Ark Royal, est désarmé en 1978, quelques années avant la guerre des Malouines (1982) et l'on peut penser que son maintien en condition opérationnelle aurait pu dissuader l'armée argentine d'envahir cet archipel austral, sous souveraineté britannique depuis 1832. L'armée britannique a alors éprouvé les difficultés liées à l'éloignement du théâtre des opérations et les limites du Sea Harrier face à l'aviation argentine (Mirage III et Super Etendard). Faute de couverture aérienne adéquate, la Royal Navy a dû maintenir ses porte-aéronefs le plus loin possible vers l'Est, pour les préserver du rayon d'action des avions argentins, et les éléments amphibies préparant le débarquement britannique étaient exposés au feu des Mirage. Du moins les Britanniques ont-ils fait la preuve de leur capacité à adapter l'outil militaire aux missions - allongement du rayon d'action des Sea Harrier, renforcement de leurs capacités air-air, improvisation d'une plate-forme AEW (Airborne Early Warning [13]) à partir d'hélicoptères Sea King - et les opérations à terre ont largement démontré la supériorité du professionnel britannique sur l'appelé argentin. Enfin, la guerre des Malouines a changé les positions de la classe politique britannique, désormais convaincue de la nécessité d'investir dans les questions de défense [14].

Projection de forces et de puissance

C'est avec la première guerre du Golfe et l'opération Desert Storm (1991) que les armées britanniques font figure pour leurs homologues européennes de modèle en matière de projection de forces et de puissance. Alors que les autorités françaises peinaient à rassembler 12 000 hommes et pour ce faire déstabilisaient la quasi-totalité des régiments existants, le Royaume-Uni a pu envoyer combattre 35 000 hommes dotés de leur matériel. Experts de la chose militaire et décideurs se penchent sur cette armée tant décriée, parce que "otanisée", pour découvrir ses vertus. Il s'agit d'une armée constamment engagée dans les opérations les plus diverses depuis le xviii^e siècle. Depuis la constitution de la New Model Army à nos jours, on ne compte qu'une année sans perte, l'année 1967. Les militaires britanniques sont toujours fortement sollicités, près de la moitié des effectifs servant à l'extérieur du territoire national, en unités constituées ou en détachements de quelques coopérants. On rappellera notamment leur forte présence dans le Sud-Est européen au cours des années 1990. Suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, le Royaume-Uni a également dépêché des forces en Afghanistan [15] (participation active à l'opération Enduring Freedom et présence au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité de Kaboul) puis a participé activement aux opérations de guerre en Irak (printemps 2003) avant d'assumer le contrôle de la

partie sud de l'ancienne Mésopotamie. Avec ces multiples engagements, les armées britanniques fonctionnent en "flux tendus" et les chefs militaires ne se font pas faute de le stipuler aux autorités politiques (les chefs d'état-major de l'Army, de la Navy et de la Royal Air Force l'ont fait savoir à l'été 2004). On se gardera de donner une portée politique à cette prise de parole du sommet de l'establishment militaire britannique. C'est avec l'assentiment des chefs des armées que le Premier ministre britannique, Tony Blair, a militairement engagé le Royaume-Uni dans la guerre d'Irak. Les querelles pouvant opposer Londres et Washington sur le terrain relèvent plus d'oppositions en termes de modes opératoires. L'armée américaine faisant parfois prévaloir la quantité sur la qualité et l'armée britannique opérant le choix opposé (peu d'hommes mais hautement qualifiés), l'interopérabilité est parfois difficile. De l'avis des officiers français en rapport avec leurs homologues d'outre-Manche, l'armée britannique semble déterminée dans son engagement irakien [16].

Une armée "plus facile à déployer, plus agile et plus flexible"

Le retour d'expérience de la guerre d'Irak influe sur les restructurations en cours, le White Paper de décembre 2003 en déclinant l'idée directrice. L'objectif est de déterminer "un meilleur équilibre structurel entre forces légères d'intervention et divisions blindées" et d'obtenir "une plus grande disponibilité" des forces. Dans un discours prononcé devant la Chambre des Communes, le 16 décembre 2004, le ministre de la Défense, Geoffrey Hoon, a mis en chantier cette "une modernisation radicale" de l'armée britannique, réaffirmant la nécessité de disposer d'une armée "plus facile à déployer, plus agile et plus flexible", pour opposer "aux défis du xxi^e siècle" des capacités militaires de pointe. La création de "super-régiments" régionaux est au cœur de cette restructuration. Outre le cas des Black Watch, précédemment mentionné, d'autres unités historiques seront fusionnées ou appariées. Dans la région ouest des Pennines, en Angleterre septentrionale, le King's Own Royal Border Regiment, le King's Regiment et le Queen's Lancashire Regiment seront amalgamés au sein de deux bataillons (le King's Lancashire Regiment et le Border Regiment). Dans le Sud-Ouest de l'Angleterre, différents éléments du Royal Gloucester, des régiments du Berkshire et de celui du Wiltshire seront intégrés avec les régiments du Dorset et du Devonshire. Les régiments royaux du duc d'Édimbourg et de la princesse de Galles seront appariés. Enfin, l'un des trois bataillons de parachutistes sera transformé et entraîné pour appuyer les forces spéciales et l'ensemble des forces blindées et mécanisées seront réformées. La restructuration de l'Army réduira le nombre des bataillons de 40 à 36, les effectifs de l'ensemble des troupes passant de 103 500 à 102 000.

La restructuration engagée n'est pas réductible à une cure d'amaigrissement mais vise à renforcer la disponibilité des troupes. Dans le système actuel, les régiments et bataillons déménagent tous les cinq à sept ans et changent de dotation en armement, l'objectif étant d'enrichir les compétences des troupes. De ce fait, huit bataillons sont en cours de transit à un instant t et ne sont donc pas opérationnels. L'association de plusieurs bataillons entre eux au sein d'un "super-régiment" régional facilitera les mutations des soldats d'un bataillon à l'autre, tout en améliorant la disponibilité des unités. Cette restructuration s'inscrit dans un mouvement continu d'adaptation de l'outil militaire dont la fréquence des White Papers donne quelque idée. Les matériels, les équipements et les armements sont très régulièrement renouvelés et le système militaire britannique est interarmisé, notamment en matière d'acquisition des matériels, de soutien et de logistique. Les pilotes des Harrier et des futurs F-35 [17] (ex-Joint Strike Fighter) servent tout à la fois la Navy et la Royal Air Force et il

en va de même pour une partie des unités d'hélicoptéristes. À l'horizon 2012-2015, l'entrée en fonction de deux porte-aéronefs de 50 000 tonnes renforcera les capacités de projection d'une stratégie unifiée (voir encadré).

De solides assises financières

Pour mener à bien ses missions, l'armée britannique dispose de solides assises financières. Si à l'instar de nombre de ses alliés et partenaires européens, le Royaume-Uni a réduit ses budgets de défense au cours des années 1990, les sommes allouées sont restées nettement plus importantes que celles consacrées par la France et l'Allemagne à la chose militaire : 2,5 % du PIB britannique contre 1,8 % et 1,4 % des PIB français et allemand en 2002. Deux indicateurs plus fins permettent de mieux apprécier la différence des trajectoires depuis 1996 : l'évolution des budgets relatifs à l'acquisition d'équipements et à la recherche-développement dans les principaux pays européens. Alors que les dépenses d'équipement du Royaume-Uni se maintiennent à un niveau élevé au regard des normes européennes, celles de la France baissent de près d'un tiers (-31 %) de 1996 à 2000 et elles sont inférieures des deux cinquièmes (-38 %) aux dépenses britanniques. L'Allemagne se maintient mais à un bas niveau, ses dépenses ne représentant que les deux cinquièmes de celles du Royaume-Uni. Pour les dépenses de recherche et développement, les évolutions françaises et britanniques sont inverses. Celles de la France baissent de près d'un tiers (- 32 %) entre 1996 et 2000 quand celles du Royaume-Uni s'accroissent de plus d'un quart (+ 27%). L'effort français est en 2000 inférieur d'un quart à l'effort britannique. Quant à l'Allemagne, ses dépenses ont baissé de près d'un quart (- 23 %) ; elles sont trois fois inférieures à celle du Royaume-Uni en 2000. Appréhendées globalement, les dépenses militaires britanniques sont sur une pente ascendante. Le secrétaire à la Défense, Geoffrey Hoon, a dressé les perspectives financières de son ministère, le 15 juillet 2002, devant les Communes. D'ici 2005-2006, les sommes en jeu devraient passer de 45,7 milliards d'euros à 51 milliards d'euros, soit un accroissement de 12 %. C'est depuis vingt ans la plus importante augmentation du budget militaire. Geoffrey Hoon a justifié ce nouvel effort par le "défi moral" que représente le terrorisme ("Le budget militaire britannique en hausse", dépêche de l'AFP, Le Monde, 17 juillet 2002).

Une politique d'acquisition intelligente

Cet effort budgétaire est de surcroît valorisé par la philosophie du "best value for money". Depuis la "révolution libérale" lancée par Margaret Thatcher, la philosophie du rapport qualité/prix inspire la gestion des budgets votés, budgets qui sont exécutés jusqu'au dernier penny ou presque. La Grande-Bretagne mène une politique de "smart acquisition", c'est-à-dire d'"acquisition intelligente". Ainsi l'Agence britannique d'acquisition des matériels impose-t-elle que tout programme soit examiné en priorité sous l'angle PFI (Private Finance Initiative), de manière à faire prendre en charge par le privé, en tout ou partie, la construction et la gestion d'équipements du service public. Consécutivement, nombre de fonctions liées à la logistique, aux services de formation et à la maintenance sont externalisées et les armées se concentrent sur l'essentiel : l'acquisition des équipements, l'entraînement et les opérations extérieures. Quelques exemples illustrent cette politique d'externalisation. Dans le cadre de l'opération Enduring Freedom menée contre les talibans

afghans, suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, un partenariat de 290 millions de livres a été signé pour acheminer vers le front des engins du génie, des chars, des camions. Deux groupes, Barclays European Infrastructure et Noble PFI Fund, se sont mis sur les rangs pour acheter quatre-vingt-douze véhicules capables d'emporter des chars Challenger n'importe où dans le monde. Il revenait ensuite à l'américain Halliburton Brown & Root de gérer ce contrat. Plus récemment, les armées britanniques ont eu recours à ces modes de financement pour acquérir de nouvelles capacités de télécommunication (Skynet V) et des avions ravitailleurs en vol (A 330). Au final, les dépenses militaires britanniques sont donc non seulement plus élevées mais aussi d'un meilleur rendement. Globalement, on peut considérer que les capacités militaires du Royaume-Uni excèdent celles de la France, notamment en termes de projection de forces et de puissance. Les armées britanniques seraient à même de déployer 50 000 hommes à l'extérieur ce qui, dans le cas français, relève de l'objectif 2 015. Les méthodes de "financement innovant" ne sont certes pas spécifiquement britanniques mais le Royaume-Uni joue un rôle pionnier en la matière alors que les armées françaises doivent supporter le coût de DCN (les arsenaux navals) et celui de GIAT Industries (des gouffres financiers) tout en finançant la force de frappe (20 % des crédits d'équipement) [18]. La solidité de ces assises financières n'exclut cependant pas les contraintes budgétaires et un récent article du Times se fait l'écho de la concurrence pour les ressources entre les grands programmes. La commande de 232 Eurofighter/Typhoon (144 sont d'ores et déjà commandés), celle de 150 F-35 et la construction de deux porte-avions obéiraient les budgets de défense des années à venir, d'ores et déjà ponctionnés par le coût des missions extérieures [Evans, 2005] [19].

Le "special relationship" anglo-américain

La géostratégie a pour débouché naturel la géopolitique et le système militaire britannique est au cœur de la "grand strategy" euratlantique et du "special relationship" anglo-américain. Une fois l'Alliance atlantique portée sur les fonts baptismaux, le 4 avril 1949, l'OTAN est rapidement mise sur pied et Londres obtient des commandements majeurs dans la structure militaire intégrée [20]. Aujourd'hui, l'adjoint du SACEUR (le commandant suprême des forces alliées en Europe), le Deputy-SACEUR, est un officier général britannique (le général John Reith). Les forces armées britanniques sont pleinement impliquées dans la "transformation" de l'OTAN et l'Allied Command Europe of Rapid Reaction Ace est appelé à jouer un rôle central dans la NATO Response Force que les États membres de l'Alliance atlantique ont décidé de mettre sur pied (sommet de Prague, 21 au 21 novembre 2002). Par ailleurs et depuis les accords de Nassau (18 décembre 1962), la stratégie de dissuasion nucléaire britannique est intégrée via l'OTAN à celle des États-Unis, les sous-marins Trident ayant depuis succédé aux Polaris. Londres se réserve bien la libre disposition de ses forces nucléaires en cas de menace sur ses intérêts suprêmes mais leur éventuel usage dépend des systèmes de guidage et des satellites américains.

La réalité et la pérennité des "relations spéciales" s'expriment aussi dans le domaine du renseignement. Ancien directeur du Centre for European Reform, Charles Grant traite ce point : "La relation privilégiée entre Londres et Washington en matière de renseignement est en fait l'une des caractéristiques les plus stables et les plus constantes du paysage géopolitique" [Grant, 2000] [21]. Ces liens sont institutionnalisés à plusieurs niveaux : entre la CIA et le Secret Intelligence Service (le MI6) pour le renseignement de source humaine (humint) ; entre le National Reconnaissance Office

américain et le Joint Aerial Reconnaissance Intelligence Centre britannique pour le renseignement "vertical" (images satellitaires, avions-espions et drones) ; entre la National Security Agency américaine et le General Communications Headquarters britannique pour le renseignement électronique. En matière de renseignement militaire, la Defence Intelligence Agency américaine et le Defense Intelligence Staff britannique coopèrent pleinement. Pour Charles Grant, "il serait inconcevable qu'un gouvernement britannique souhaite abandonner cette relation privilégiée". Aux domaines de coopération précédemment identifiés, il faut ajouter celui de la défense antimissile. Deux bases américaines implantées en Grande-Bretagne - la base de Menwith déjà mentionnée et celle de Fylingdales, dans le nord du Yorkshire - pourraient devenir des maillons essentiels dans la chaîne de surveillance du système américain. Tony Blair et le gouvernement britannique ont en effet bien vite apporté leur appui au Defense Missile de l'administration Bush. Enfin, Londres semble fermement engagé dans le F-35, le futur avion de combat proposé par les États-Unis à leurs alliés.

Ces "relations spéciales" sont étayées par les convergences des traditions politiques et militaires. La préférence américaine pour la "fluidité" - hostilité aux "machins" internationaux et formation de coalitions à géométrie variable - est conforme à la culture stratégique des puissances maritimes que les deux pays partagent. Celle-ci s'organise autour des caractères qui suivent : alliances informelles et détachement géostratégique, primat de la liberté de choix, pragmatisme dans les choix opérés et raisonnements stratégiques d'envergure planétaire. Cette "coïncidence stratégique" a pour substrat une série d'attitudes communes tenant à la langue, à la religiosité et aux pratiques juridiques (common law). Ces caractéristiques se retrouvant dans les anciens dominions, il faudrait s'interroger sur le degré de réalité d'un vaste ensemble géostratégique anglo-saxon, dépourvu d'institutions globales communes mais "fonctionnant" de manière cohérente, ensemble au sein duquel le patriotisme et l'esprit de défense sont de bon aloi. Évoquant ce clivage entre Anglo-Saxons et Continentaux, nombre d'experts français des questions militaires soulignent le fait que les uns et les autres ne vivent pas dans le même monde. Interrogés sur la question de cette solidarité anglo-saxonne, les stagiaires britanniques du CID mettent en exergue le refus du Canada de participer à la guerre d'Irak [22]. Les "relations spéciales" entre Londres et Washington reposeraient plus sur une communauté d'intérêts que sur des affinités électives, les États-Unis étant prêts à monter des coopérations multinationales avec l'ensemble des pays alliés. L'existence du Multinational Interoperability Council (MIC) en administrerait la preuve. Destiné à renforcer l'interopérabilité entre les armées occidentales, le MIC rassemble le Royaume-Uni, le Canada, et l'Australie mais aussi l'Allemagne et la France, la Nouvelle-Zélande n'appartenant pas à ce "club" des "mieux-disants" au plan technico-militaire. L'Italie, le Japon et la Corée du Sud pourraient y entrer très prochainement (2005-2006). Le critère d'appartenance n'est pas ethno-linguistique mais repose sur la capacité à participer à des opérations militaires de grande ampleur et de haute intensité [23].

Une identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'OTAN

Depuis la déclaration de Saint-Malo, la "grand strategy" britannique prend plus en compte l'exigence posée par le traité de Maastricht (7 février 1992) d'une "politique commune de défense". Les 3 et 4 décembre 1998, le sommet franco-britannique de Saint-Malo marque un rapprochement entre les positions des deux États en matière de "défense européenne". Le texte final met l'accent sur la

nécessité pour l'Union européenne de disposer d'"une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser et en étant prête à le faire afin de répondre aux crises internationales". Il est aussi précisé que les États membres de l'Union européenne agiront "en conformité avec [leurs] obligations respectives au sein de l'OTAN" et contribueront "à la vitalité d'une Alliance atlantique rénovée qui constitue le fondement de la défense collective de ses membres". Jacques Chirac et Tony Blair font donc de leurs pays respectifs les moteurs de la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) que le sommet européen de Cologne lance officiellement en juin 1999. Aussi cette déclaration doit-elle être considérée comme l'acte fondateur de l'"Europe de la défense".

Ce compromis franco-britannique ne va pas sans ambiguïtés. Lorsque les Britanniques s'engagent dans la PESD, ils "pensent" à une IESD (Identité européenne de sécurité et de défense) au sein de l'Alliance atlantique et travaillent à la construction d'un pilier européen de l'OTAN. On craint outre-Manche un nouvel isolationnisme américain - les Britanniques ont douloureusement vécu les réticences initiales des États-Unis à s'engager en Bosnie-Herzégovine - et la situation s'aggrave au Kosovo. Ces divergences transatlantiques menacent la cohérence de l'OTAN et c'est pour convaincre les États-Unis de rester impliqués en Europe, en développant les capacités militaires européennes, que Tony Blair engage le processus de Saint-Malo. À Paris, la PESD est par contre perçue comme le noyau d'une future défense européenne indépendante. Ces ambiguïtés ne résistent pas aux tensions provoquées par la crise irakienne, les uns et les autres dévoilant leur jeu. Dans les mois qui suivent, l'"esprit de Saint-Malo" est plus invoqué que vécu et l'ouvrage est à nouveau mis sur le métier.

Le Royaume-Uni, "nation-cadre"

Dans la "communauté stratégique" française, nombre d'analystes voient dans le ralliement de Londres à l'"Europe de la défense" la volonté d'utiliser ses atouts militaires pour prétendre au leadership, conformément à la loi des avantages comparatifs. Plus que tout autre, l'armée britannique est en mesure de jouer le rôle "framework nation", la "nation-cadre" étant celle qui met à disposition de l'Union européenne un état-major stratégique opérationnel (Opération Head Quarters), en vue de le multinationaliser et d'associer les pays contributeurs à la planification et à la conduite des opérations. Pour ce faire, Londres dispose du Permanent Joint Head Quarters (état-major de niveau stratégique) et du Force Head Quarters (état-major de niveau opératif), tous deux colocalisés à Northwood. La participation britannique aux efforts déployés par la France et l'Allemagne pour doter l'Union européenne d'une dimension militaire est effective. À l'été 2003, Londres a soutenu l'opération Artémis lancée par l'Union européenne à Bunia (République démocratique du Congo), sur proposition française, Paris assumant le rôle de "nation-cadre". Il semble que les Britanniques aient vu l'intérêt de la chose et le "retour d'expérience" de l'opération Artémis a débouché sur la formulation d'un concept initialement franco-britannique, aujourd'hui européenisé : le GTI 1500 (Groupement tactique interarmées composé de 1500 hommes). Dotés de blindés légers et des moyens de transport adéquats, ces unités seront constituées sur une base nationale ou multinationale. Aptes à se maintenir sur un théâtre d'opérations de 30 à 120 jours, elles seront destinées à des opérations "coup de poing" (dites de "haute intensité") nécessitées par des situations d'urgence. Leurs constitution contribuera à renforcer qualitativement la Force européenne de réaction rapide (l'"objectif global" posé par le Conseil européen à Helsinki, les 10 au 10 décembre

1999) ainsi que la Force de réaction de l'OTAN. Réunis le 22 novembre 2004 à Bruxelles, les ministres de la Défense de l'Union européenne ont formulé leurs propositions. D'ici à 2007, treize GTI 1500 seront mis sur pied et l'ensemble de ces "battlegroups" représentera un vivier de 20 000 hommes disponibles pour des opérations de l'Union européenne en Afrique, au Moyen-Orient voire en Asie centrale. Au cours de l'année 2005, le Royaume-Uni et la France lanceront un groupement de ce type.

L'hostilité à un "quartier général" européen

Cette réelle implication du Royaume-Uni dans l'"Europe de la défense" ne doit cependant pas dissimuler la préférence maintenue pour l'OTAN. L'observation des modalités de déploiement des armées britanniques en Europe du Sud-Est, sous drapeau de l'Union européenne, en témoigne. Plutôt que de développer un "quartier général" européen de niveau stratégique [24], permettant de mener des opérations d'envergure sans passer par le SHAPE de l'OTAN (quartier général du commandement suprême allié en Europe), sis à Mons (Belgique), Londres met avant les accords dits de "Berlin plus", conclus en décembre 2002. Ces "arrangements permanents" organisent la mise à disposition de l'Union européenne des moyens et capacités de l'OTAN, sous le contrôle du Deputy-SACEUR. Cette chaîne de commandement est utilisée en ARYM (Ancienne république yougoslave de Macédoine), lorsque l'Union européenne lance l'opération Concordia (mars 2003). Elle prévaut aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine, l'opération Althea de l'Union européenne s'inscrivant elle aussi dans le cadre des "arrangements permanents" (décembre 2004). Commandant de l'EUFOR (Force de l'Union européenne), le général britannique David Leakey rend donc compte de son action au général John Reith, lui-même britannique. Dernier geste en date illustrant l'hostilité des responsables politiques et militaires britanniques à l'encontre de l'autonomie stratégique européenne, le dossier Galileo. Réunis à Bruxelles le 9 décembre 2004, les ministres des Transports de l'Union européenne ont exclu, sous la forte pression des Britanniques, que le système européen de navigation par satellite puisse comporter un volet militaire. Toute évolution en ce sens passerait par un vote à l'unanimité des vingt-cinq et les efforts européens en matière de défense resteraient dépendants du GPS américain [25].

Au final, il apparaît que le savoir-faire militaire britannique assure à Londres un rôle décisif dans les questions de défense et de sécurité européennes, sur les marges et dans l'"étranger proche" de l'Union. Le "special relationship" anglo-américain demeure l'horizon de la politique de défense du Royaume-Uni, l'"atlantisme" tant décrié en France se révélant être une stratégie de prolongement des intérêts britanniques. Ainsi s'explique la "dyslexie militaro-diplomatique" de Londres en matière de défense européenne. Dès lors, l'efficacité militaire des armées britanniques et leur poids propre dans les équilibres européens hypothèquent tout projet d'"Europe de la défense" en porte-à-faux avec la vue-du-monde euratlantique et occidentale de l'establishment politico-militaire d'outre-Manche. Sur le plan militaire, le nécessaire "noyau dur" européen mis en avant par la diplomatie française n'est pas franco-allemand mais franco-britannique et cette donnée de base a ses prolongements nécessaires en termes stratégiques, diplomatiques et géopolitiques.

Références bibliographiques

► Bonnardot Gérard, De la conscription à l'armée de métier. Le cas britannique, ministère de la Défense, 1991. ► Edinger Bernard, "À la mode anglo-saxonne. 40 ans d'expérience d'armées professionnalisées", Armées d'aujourd'hui, no 271, juin 2002. ► Evans Michael, "Defences chiefs forced to choose between fighters and carriers", Times, 4 janvier 2005. ► Grant Charles, Cahiers de Chaillot, no 42, septembre 2000. ► Pons Frédéric, "L'armée anglaise est-elle un modèle ?", Valeurs actuelles, 11 mai 1996. ► Roger Philippe, L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français, Seuil, Paris, 2002.

[1] La constitution et la montée en puissance de la Navy datent du règne d'Henri VIII, roi d'Angleterre de 1509 à 1547. Au siècle suivant, Oliver Cromwell (1599-1658), vainqueur des troupes de Charles Ier à Naseby (14 juin 1645) et "lord protecteur" du Commonwealth de 1653 jusqu'à sa mort, engage résolument l'Angleterre vers l'hégémonie maritime. L'Acte de navigation du 9 octobre 1651 marque la rupture avec le principe de liberté des mers, jadis invoqué contre l'Espagne, et le ralliement au protectionnisme le plus rigoureux.

[2] Il n'en reste pas moins que les deux guerres mondiales puis l'affrontement Est-Ouest ont amené et contraint les troupes britanniques à s'engager de manière durable sur le continent européen. Le détachement géostratégique ne peut prévaloir en toutes circonstances.

[3] Les White Papers sont l'équivalent britannique des Livres blancs du ministère français de la Défense. Publiés avec une très grande régularité, ils actualisent chaque année la stratégie générale des armées britanniques. Le dernier White Paper en date a été présenté aux parlementaires par Geoffrey Hoon, ministre de la Défense, en décembre 2003 (Delivering Security in a Changing World : Defence White Paper 2003). Il a été suivi d'un autre "papier" en juillet 2004 (Delivering Security in a Changing World : Defence Command Paper). La fréquence des White Papers s'explique par la méfiance historique des parlementaires à l'encontre de l'armée de terre (Army), sur laquelle Oliver Cromwell s'était appuyé pour disperser le "Parlement croupion" (Rump Parliament), le 20 avril 1653. Jusqu'en 1955, les Communes ont donc organisé un vote annuel pour décider de maintenir l'existence de l'Army. Il fallait alors justifier le rôle de l'armée de terre dans la stratégie générale du Royaume-Uni. Depuis 1955, ce débat est organisé tous les cinq ans.

[4] Les Dominions et les Indes assumaient donc leur rôle dans la défense de l'Empire en recrutant des contingents locaux. Outre les contingents australiens, néo-zélandais, canadiens et sud-africains, des unités issues de l'armée des Indes ont aussi été engagées en France et en Belgique au cours de la Première Guerre mondiale. Lors de la Seconde Guerre mondiale, des unités indiennes et australiennes ont notamment été déployées au Moyen-Orient.

[5] Gérard Bonnardot est aujourd'hui le conseiller défense de Guy Teissier, président de la Commission de Défense et des Forces armées de l'Assemblée nationale.

[6] Entretien du 14 décembre 2004.

[7] Interrogés sur les caractéristiques de l'Armée territoriale, le capitaine de vaisseau Nicolas Jenner, professeur-cadre du Collège interarmées de Défense (CID), et les stagiaires britanniques de cette institution soulignent le fait qu'il s'agit plus d'une réorganisation que d'une création. La Territorial Army est l'héritière du système des Yeoman (yeomanry). Au Moyen Âge, les yeoman étaient des petits propriétaires fonciers libres, disposant du droit de porter les armes, par opposition aux serfs. Aujourd'hui, les membres de l'Armée territoriale sont des volontaires s'entraînant très régulièrement, en sus du métier qu'ils exercent dans la société civile, et pouvant être déployés sur des théâtres extérieurs. L'Armée territoriale comprend quelque 35 000 hommes. Il faut bien la distinguer du système des réservistes, composé d'anciens militaires d'active (entretien du 6 janvier 2005).

[8] Soient 160 800 pour l'Army, 10 200 pour la Navy et les marines, 39 700 pour l'Air Force. Ces chiffres n'incluent pas les réserves (256 750), Territorial Army comprise (40 350). Ces chiffres sont extraits du Military Balance 2004, publié par l'IISS (International Institute for Strategic Studies) de Londres.

[9] Le "regimental system" est fondé sur l'antique idée que des gens de même culture, soudés par des rapports de confiance mutuelle, sont militairement plus efficaces. Le Capitaine de vaisseau Nicolas Jenner y voit la pérennité de liens de nature féodale

[10] Au Royaume-Uni, le régiment est avant tout une structure de tradition héritée de l'Ancien Régime. Chaque régiment est coiffé par un état-major d'officiers à la retraite, chargés de gérer le personnel militaire, et placé sous l'égide d'un colonel de tradition (un membre de la famille royale). Un régiment comprend un ou plusieurs bataillons. La tendance est de conserver l'appellation de "régiment" pour la cavalerie et de privilégier celle de "bataillons" pour l'infanterie. L'ensemble de la structure est engagé dans un mouvement de réformes sur lesquelles nous reviendrons.

[11] On estime qu'environ 8 000 soldats originaires d'un État membre du Commonwealth servent dans l'Army, la Navy et la Royal Air Force. Selon une information publiée dans le Sunday Telegraph du 21 novembre 2004, les militaires du Commonwealth appartenant aux forces spéciales, aux services de renseignement, embarqués sur des sous-marins ou occupant divers postes "sensibles" auraient reçu l'ordre d'adopter la citoyenneté britannique. Ce "test de loyauté" fait partie d'un examen de sécurité du personnel ayant accès à des informations confidentielles.

[12] Le recours à ces "gisements" de ressources humaines est en rupture avec la politique secrète de quotas ethniques mise en place par l'armée britannique en 1957 pendant une vingtaine d'années. En vertu du Freedom of Information Act (2000), l'ouverture des dossiers désormais d'accès public et divulgués depuis le 2 janvier 2005 révèle que les recrues aux traits "asiatiques" ou "négroïdes" étaient répertoriées sous le vocable "D factor", dans le but de limiter le nombre des militaires "non blancs". Un mémo écrit en 1972 précise qu'une "nette distinction" est faite entre les Européens du Nord et les autres soldats, "Méditerranéens", "Maltais" et "swarthy Frenchies" compris. En 1975, une note sur le "D factor" précise qu'"entre 1, 5% et 2% des recrues de l'armée ont cette caractéristique". Aujourd'hui, selon les statistiques officielles, les "non blancs" représentent 5% de l'ensemble du contingent (les minorités ethniques représentent 7, 9% de la population du Royaume-Uni).

[13] Une plate-forme AEW est chargée d'assurer la veille lointaine en avant de la Task Force navale

[14] Ce paragraphe est largement redevable au lieutenant de vaisseau Cyril Stylianidis, du Centre d'instruction navale (CIN) de Saint-Mandrier (entretien conduit le 15 décembre 2004). Le lieutenant de vaisseau Cyril Stylianidis a servi à bord du porte-aéronefs "Invincible" (1996-1998), dans le cadre d'un échange entre les marines française et britannique.

[15] Précision d'importance concernant le rôle des réservistes dans le système militaire britannique : les pilotes des Harrier opérant en Afghanistan sont tous des réservistes (entretien du 6 janvier 2005 avec le capitaine de vaisseau Nicolas Jenner).

[16] L'articulation des moyens et des fins a pourtant une portée géopolitique ainsi que le souligne ce commentaire de Air International (novembre 2004), revue en phase avec l'establishment militaire britannique : "British defence policy, by continuing to cut force levels while steadily increasing global commitments, and trying to ride both the transatlantic and the European Union ponies at once, is surely heading for a monumental crisis, probably sooner rather than later."

[17] Issu du programme Joint Strike Fighter, le F-35 est le futur avion de combat multirôles de Lockheed-Martin (associé à Northrop-Grumman). Sélectionné par le Pentagone à l'automne 2001, cet appareil interarmées sera commun au corps des marines, à l'US Navy et à l'US Airforce. Parfois présenté comme un "sous-produit" du F-22, le F-35 est un avion innovant, à hautes performances, présentant un compromis acceptable sur le plan du ratio qualité/prix. Il pourrait entrer en service au début de la prochaine décennie. Largement conçu comme un produit d'exportation, le F-35 menace l'industrie aéronautique européenne. Pour renouveler leur flotte, de nombreux pays de l'Ancien Monde se tournent en effet vers le programme américain : la Grande-Bretagne et BAE Systems sont parties prenantes du projet et reconnus comme "full partners" ; l'Italie et les Pays-Bas sont partenaires de niveau 2 ; le Danemark et la Norvège sont partenaires de niveau 3. D'autres pays comme la Pologne ou encore la Grèce, équipée en F-16, pourraient prendre ce chemin. Hors d'Europe, la Turquie, l'Australie et le Canada sont également partenaires du projet, Israël et Singapour y sont associés. La coopération est donc largement ouverte et la construction pourrait porter sur quelque 4 000 appareils, ce qui représente à peu près le nombre de F-16 vendus dans le monde.

[18] À la pointe de la réforme de l'État, le ministère français de la Défense s'inspire de cette philosophie du "value for money". Ainsi les armées vont-elles externaliser la gestion du parc de véhicules de la gamme commerciale (25 000 véhicules et autocars), la gestion des logements et des casernes de gendarmes ou encore la formation initiale des pilotes d'hélicoptères à l'école de Dax (location d'appareils et d'heures de vol à des sociétés extérieures). Plus ambitieux, d'autres projets portent sur des acquisitions majeures comme des navires mais ils nécessitent un nouvel environnement juridique. Pour autant, un rapport du CEPS (Centre d'études prospectives et stratégiques) publié en janvier 2004 insiste sur le retard pris en matière de partenariat public-privé (PPP) : "Le partenariat public-privé fait débat en France alors même qu'il est déjà entré dans les mœurs au sein des autres puissances occidentales", déplorent les rapporteurs, alors que "4% du budget de la défense au Royaume-Uni s'inscrit dans le cadre de PPP". Le CEPS émet le vœu que ce retard soit "compensé par les enseignements qui pourront être tirés de l'expérience étrangère" et préconisent une expérimentation limitée à 1% du budget de la Défense et de l'Intérieur. L'ordonnance PPP a été adoptée en juillet 2004.

[19] L'Eurofighter/Typhoon est un avion de combat dans la construction duquel sont engagés, outre le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne (BAE Systems-EADS-Alenia). Pour certains analystes, l'Eurofighter-Typhoon est déjà dépassé car conçu pour des missions de défense aérienne, dans un contexte de guerre froide. Londres maintiendrait sa commande parce que cet avion serait le symbole d'une capacité technologique nationale autonome, alors même que la BITD (base industrielle et technologique de défense) britannique serait dépendante des logiques militaro-industrielles américaines. Ajoutons que l'US Air Force cherche à réduire sa commande de F-35 de 1700 à 1200 exemplaires, afin de restaurer la commande de 277 F-22 (au lieu de 177). Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a toutefois maintenu la primauté du F-35

[20] Le Royaume-Uni a joué un rôle majeur dans la genèse de l'Alliance atlantique. L'année 1947 ayant abouti à la rupture Est-Ouest, le ministre britannique des Affaires étrangères, Ernest Bevin, dresse en janvier 1948 la perspective d'un "système démocratique occidental". À cette date, Paris hésite encore. Il ne faut pas favoriser la renaissance d'un État allemand et encourir les représailles de l'URSS. Le 17 mars 1948, le jour même de la signature du traité de Bruxelles, Ernest Bevin et son homologue français, Georges Bidault, demandent l'ouverture de négociations transatlantiques. Entre-temps, les diplomates et militaires anglo-saxons ont multiplié les contacts. Du 21 mars au 1er avril 1948, les représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada discutent en secret d'un système atlantique de sécurité. Ces entretiens aboutissent au Pentagon Paper, ce document contenant les principaux éléments de la future Alliance atlantique

[21] Les Cahiers de Chaillot sont publiés par l'Institut d'études de sécurité (IES) de l'Union européenne

[22] Entretien du 6 janvier 2005.

[23] Au Royaume-Uni comme aux États-Unis, le thème de la solidarité anglo-saxonne est fréquemment stigmatisé comme indicateur d'une "paranoïa" française. La référence anglo-saxonne appartient pourtant bel et bien aux mythographies anglaise et américaine. C'est au xv^e siècle et pour justifier le schisme d'Henri VIII que la légende anglo-saxonne est invoquée à l'encontre Rome. Cette période est ensuite exaltée comme étant à l'origine des libertés fondamentales, sur le modèle de la Germania de Tacite. Ce "grand récit" se retrouve jusqu'à Walter Scott et Rudyard Kipling. Au xviii^e siècle, il franchit l'Atlantique et inspire les conceptions politiques de Thomas Jefferson, président des États-Unis. La mythographie anglo-saxonne converge ensuite avec le thème indo-européen. Les Français n'ont donc pas inventé la référence anglo-saxonne mais il est vrai qu'elle alimente les angoisses suscitées par la défaite de 1870 et l'isolement diplomatique qui suit. Le mythe anglo-saxon est susceptible de fournir un langage commun au Royaume-Uni et aux États-Unis, voire même d'éveiller des "affinités germaniques" avec l'Allemagne, la France demeurant à l'écart d'un partage planétaire du pouvoir entre les trois nations. Sur la mythographie et la sémantique anglo-saxonnes, voir [Roger, 2002, p. 223-236].

[24] Lors du Sommet à quatre de Bruxelles, le 29 avril 2003, la Belgique a proposé la création d'un quartier général européen. Doté de moyens de planification propres et indépendants de ceux de l'OTAN, il était censé améliorer l'interopérabilité des armées européennes dans des opérations conjointes sur des théâtres extérieurs. Les responsables américains et britanniques se sont opposés à cette "duplication" des moyens de l'OTAN et l'ont fait savoir à leurs homologues européens. Tony Blair admet la nécessité d'une "cellule de planification" européenne mais sise à Mons et donc située dans la mouvance du SHAPE. Le mini-sommet de Berlin, organisé entre Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Tony Blair, le 21 septembre 2003, a toutefois permis de faire avancer le dossier de cet état-major européen. Le Royaume-Uni a finalement admis la création d'une "cellule de planification" rattachée à l'État-major de l'Union européenne (EMUE). En contrepartie, une cellule similaire sera mise sur pied à l'intérieur du SHAPE, sous l'autorité du Deputy-SACEUR. L' "Europe de la défense" reste donc dans l'ombre de l'OTAN.

[25] Il est cependant peu vraisemblable que l'on demande au concessionnaire de Galileo de mettre un verrou pour réserver l'emploi de ce système aux seules administrations civiles. Lors du lancement du satellite Hélios II, le 18 décembre 2004, le ministre français de la Défense, Michèle Alliot-Marie, a d'ailleurs précisé que "Galileo [...] sera accessible aux armées", sans susciter de réaction britannique. Enfin, la Commission européenne a prévu un financement de 350 millions d'euros pour le développement du code PRS, militairement utilisable